

Analyse de la situation socio-économique et alimentaire des ménages des provinces du Nord et Sud Ubangi en RDC

C. TINGU¹, A. MATHUNABO²

(Reçu le 09/12/2018; Accepté le 12/02/2019)

Résumé

L'objectif général de cette étude est d'analyser la situation socio-économique et alimentaire des ménages résidents dans les provinces du Nord (territoire de Mobayi - Mbongo) et Sud - Ubangi (territoires de Gemena et Libenge) sur un échantillon de 215 chefs de ménages. Les données primaires ont été collectées au travers l'enquête quantitative (entretien individuel). Le recours aux données secondaires s'est avéré également indispensable. Les résultats de l'enquête renseignent que 90,2% des ménages enquêtés pratiquent l'agriculture et 79,1% s'adonnent à l'élevage. Il ressort des résultats de l'étude que 91,8% des enquêtés sont des propriétaires des terres qu'ils exploitent et que la superficie moyenne agricole emblavée dans l'ensemble de la zone est de 0,60 Ha. Globalement, les résultats de l'enquête renseignent que les semences utilisées par les ménages enquêtés proviennent principalement des achats (soit 57,2% de cas). Le score de consommation alimentaire montre que 16% des ménages de la zone ont une consommation alimentaire pauvre (SCA < 28), donc en insécurité alimentaire et 23% ont une consommation alimentaire limite (SCA entre 28,5 - 42), à risque d'insécurité alimentaire. Les recherches entreprises révèlent que 62 % des enquêtés utilisent l'eau de source aménagée pour la boisson. La vétusté des matériels aratoires, la mauvaise qualité de semences utilisées, l'infertilité des sols, la présence des ravageurs de cultures et l'irrégularité des pluies due aux changements climatiques constituent les principales contraintes à la production agricole. Les principales contraintes pour le secteur élevage sont : les épidémies, le vol et les accidents. L'impraticabilité des routes, les tracasseries d'ordre administratives et policières et la détérioration des produits due à la chaleur, à l'eau et par les attaques des insectes constituent les contraintes majeures à la commercialisation. L'appui des ménages en intrants agricoles, la structuration et l'encadrement technique des ménages, la réhabilitation des routes, l'éradication par le pouvoir public des différentes formes de tracasseries sont les quelques recommandations pouvant contribuer à améliorer la situation socio-économique et alimentaire des ménages de la zone d'étude.

Mots-clés: Socio-économique, alimentaire, ménage, Nord et Sud Ubangi.

Analysis of the socio-economic and food situation of households in North and South Ubangi provinces in the DRC

Abstract

The general objective of this study is to analyze the socioeconomic and food situation of resident households in the northern provinces (Mobayi - Mbongo territory) and South - Ubangi (Gemena and Libenge territories) on a sample of 215 household heads. Primary data were collected through the quantitative survey (individual interview). The use of secondary data has also proved indispensable. The results of the survey indicate that 90.2% of the surveyed households practice agriculture and 79.1% are engaged in livestock farming. The results of the study show that 91.8% of respondents are owners of the land they farm and that the average agricultural area planted in the whole area is 0.60 ha. Overall, the results of the survey indicate that the seeds used by the surveyed households come mainly from purchases (57.2% of cases). The food consumption score shows that 16% of households in the zone have a poor food consumption (SCA < 28), therefore food insecurity and 23% have a limited food consumption (SCA between 28.5 - 42), at risk food insecurity. The research undertaken reveals that 62% of respondents use spring water for drinking. The obsolescence of agricultural equipment, the poor quality of seeds used, the infertility of the soil, the presence of crop pests and the irregular rains due to climate change are the main constraints to agricultural production. The main constraints for the livestock sector are: epidemics, theft and accidents. The impassability of the roads, administrative and police harassment and the deterioration of the products due to the heat, the water and by the attacks of the insects constitute the major constraints to the marketing. The support of households in agricultural inputs, the structuring and the technical supervision of the households, the rehabilitation of the roads, the eradication by the public power of the various forms of harassment are the few recommendations which can contribute to improve the socioeconomic and food situation of the households in the study area.

Keywords: Socioeconomic, food, household, North and South Ubangi.

INTRODUCTION

Le nombre total de personnes sous-alimentées a augmenté d'environ 42 millions en Afrique subsaharienne, passant de 176 millions en 1990-1992 à 217,8 millions en 2014-2016, selon le rapport de la FAO (2015) sur l'état de la sécurité alimentaire dans le monde. Ainsi, la région est toujours en retard par rapport aux tendances mondiales et régionales. En effet, le même rapport (FAO, 2015) indique par contre que le nombre estimatif total de per-

sonnes souffrant de la faim dans le monde a diminué de 218 millions entre 1990-1992 et 2014-2016, puisqu'il est passé de 1.011 à 792,5 millions.

La République Démocratique du Congo (RDC) couvrant une superficie de plus de 2,3 millions de Kilomètres carrés et peuplée d'environ 65,2 millions d'habitants en 2008, est un vaste pays à vocation agricole; près de 70 % de la population vivent en milieu rural et dépendent des activités agricoles. Son économie est fortement tournée

¹ Département d'Économie Agricole, Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université de Kinshasa, RDC

² Coordonnateur des Services de Développement à la CARITAS CONGO, Kinshasa, RDC

vers l'exportation des produits miniers. L'agriculture reste la principale activité en milieu rural mais souffre d'une insuffisance, voire absence de mécanisation. Cependant la RDC est classée parmi les Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier (PFRDV); elle fait également partie des Pays les Moins Avancés (PMA). Selon le Rapport Mondial sur le Développement Humain du PNUD publié en novembre 2010, l'Indicateur de Développement Humain (IDH) pour la RDC est de 0,239; le pays occupe la 168^{ème} place sur 169. La proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est estimée à 70% dont 52% sont extrêmement pauvres.

La République Démocratique du Congo connaît des taux de malnutrition élevés. Ces taux varient selon les territoires. Quelques enquêtes menées indiquent des taux allant parfois jusqu'à 30 %. Or, selon les normes de l'OMS, au-delà de 10 %, nous sommes déjà dans une situation nutritionnelle alarmante. L'insécurité alimentaire et la sous-alimentation affectent plus de 70 % de la population de surcroît fragilisée par les pandémies du paludisme et du VIH/SIDA. Cette situation s'avère préoccupante au regard des «Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)» parmi lesquels figure la réduction de moitié, à l'horizon 2015, du nombre de sous-alimentés et de celui des plus pauvres en général. L'insécurité engendrée par des groupes armés, particulièrement dans les provinces de l'Est du pays, restreint l'espace humanitaire et privent certaines populations de tout accès à leurs champs. (OCHA, 2007).

L'alimentation constitue le premier besoin de base de l'humanité et la sécurité alimentaire se doit d'être considérée comme un bien public mondial. Dans un monde globalisé, les choix et les actions dans un pays peuvent avoir des conséquences sur la sécurité alimentaire dans d'autres parties du Monde. Au delà de leurs intérêts particuliers, tous les pays s'accordent pour considérer que la sécurité alimentaire est essentielle à la paix et à la sécurité.

Depuis décembre 2012, la République Centrafricaine (RCA) est secouée par un conflit interne qui conduit à une crise humanitaire majeure. Des déplacements massifs de population ont été observés aussi bien en RCA que dans les pays voisins. En République Démocratique du Congo, (RDC), environ 150,000 centrafricains ont trouvé refuge dans la partie nord de l'ancienne province de l'Equateur, couvrant les territoires de Libenge, Bosobolo et la ville de Zongo (nouvelle province du Sud - Ubangi) et les territoires de Mobayi - Mbongo, Yakoma et la ville de Gbadolite (Nouvelle province du Nord - Ubangi).

En mars 2016, environ 70 000 réfugiés sont installés dans quatre camps. Ces réfugiés sont installés dans des zones

où la situation alimentaire des ménages résidents est relativement stable. En effet, selon les résultats du Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC) d'octobre 2015, les territoires, de Bosobolo, Mobayi - Mbongo (Nord Ubangi) et Libenge (Sud Ubangi) sont classés en phase 3 d'insécurité alimentaire ; dans ces territoires, au moins 20% de la population est en phase de crise alimentaire. L'analyse IPC a montré que 110058 et 107821 personnes sont en crise et/ou en urgence alimentaire respectivement dans le Nord et Sud - Ubangi.

En vue de saisir cette problématique, la présente étude s'articule autour des questions ci-après: Quel est le profil socio-économique des ménages dans le Nord et Sud Ubangi? Quels sont les différents systèmes de production développés par les ménages cibles et les principales cultures pratiquées? Quelles sont les différentes contraintes auxquelles sont confrontés les ménages impliqués dans la production, commercialisation et à la transformation des produits agricoles? Quel est le mode de consommation alimentaire des ménages ciblés? Quelles sont les pratiques familiales liées à l'alimentation et l'hygiène des ménages ciblés?

La présente étude vise à obtenir une meilleure compréhension de la situation socio-économique et alimentaire des ménages des provinces du Nord et Sud Ubangi.

Dans ce cadre, les objectifs spécifiques suivants ont été fixés:

- Décrire les caractéristiques socioéconomiques des ménages de la zone d'étude;
- Identifier les systèmes de production, les principales spéculations agricoles ainsi que les contraintes liées à la production, commercialisation et le stockage;
- Catégoriser les ménages en fonction de modes de consommation alimentaire;
- Identifier quelques pratiques familiales liées à l'alimentation et à l'hygiène.

MATÉRIEL ET MÉTHODES

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude s'appuie sur une démarche participative et collaborative avec un accent particulier sur le mode de collecte de données par les techniques d'enquête (enquêtes quantitatives et qualitatives) et d'observations directes. Les données secondaires (revue documentaire) ont été également consultées.

La population cible de la présente étude est constituée des chefs de ménages résidents dans les trois territoires couverts par l'enquête à savoir: Gemena (secteur de Banga Kungu), Libenge (secteur de Libenge centre) et Mobayi Mbongo (secteurs de Mobayi-Mbongo et Otto-Mbanza).

Tableau 1: Sites d'enquête et échantillonnage

Territoire	Secteur	Groupement	Village	Ménages	
				Nombre	%
Gemena	Banga Kungu	Boyambi	Boketa	70	32,5
		Bombawili	Boyademele		
Libenge	Libenge centre	Kwala	Yalibi	75	35,0
		Mabo	Boduko		
		Monokata	Nduma		
Mobayi-Mbongo	Mobayi-Mbongo	Ziamba	Ziamba sango	70	32,5
	Otto-Mbanza	Ngbanyo	Pambwa		

Pour mener la présente étude, la taille de l'échantillon a été de 215 ménages. En effet, ce sont les chefs de ménages qui constituent le public cible de l'étude.

Pour y parvenir, le choix des groupements et des villages dans chaque territoire a été fait de façon raisonnée. En effet, le choix de localités à enquêter dans chaque groupement s'est basé sur le critère d'accessibilité et de productivité compte tenu du temps extrêmement limité pour la réalisation de cette étude.

Une fois le village choisi, le tirage de ménage à enquêter s'est fait de manière aléatoire. Un dénombrement des ménages dans chaque village a été fait avec l'aide du Chef de village. Les listes de ménages ont été utilisées à cet effet. Sur base de la liste de ménages, un numéro d'ordre a été associé. Ainsi la méthode du chapeau a été utilisée pour tirer les noms des personnes qui ont été enquêtées. Pour ce faire, les numéros correspondant aux noms de chaque ménage ont été mis dans un chapeau. Il s'est agi d'un tirage de bouts de papier l'un après l'autre sans remise dans le chapeau jusqu'à ce que le nombre prévu soit atteint. Le processus s'est poursuivi de la même façon pour le reste des villages jusqu'à atteindre la taille de l'échantillon prévu.

Au regard de la masse d'informations à collecter au cours des enquêtes quantitatives, le recours à l'outil informatique s'est avéré incontournable pour la saisie et le traitement des données ainsi réunies. Les logiciels suivants seront utilisés à cet effet: Epidata 3.1, SPSS 21 et Excel. Le masque de saisie et la saisie des données ont été réalisés sous Epidata 3.1, ensuite les données saisies ont été exportées vers SPSS 21 pour le traitement et sortie des résultats.

S'agissant de calcul de score de consommation alimentaire, l'approche développée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a été utilisée.

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

Caractéristiques socio-économiques des ménages

De manière générale, la plupart (soit 8 ménages sur 10) des répondants sont des hommes. Cette tendance se confirme dans tous les 4 secteurs que constitue la zone d'étude. En effet, la quasi-totalité des ménages interrogés (soit 94%) ont affirmé que c'est l'homme qui est le chef du ménage et qu'une fine proportion d'eux avoue que c'est la femme qui en est la responsabilité.

La caractéristique âge est prise en compte pour situer l'importance de la population active au sein de la zone d'intervention du projet. Les résultats de l'enquête renseignent que la moitié des personnes (50,3%) interviewées ont plus de 40 ans d'âge.

Le niveau d'instruction des chefs de ménages a une incidence très remarquable dans l'adoption des innovations et/ou dans le transfert de connaissances, de technologies en vue d'accroître la productivité dans tous les secteurs d'activités et dans la prise de décision sur les aliments à consommer afin d'assurer leur sécurité alimentaire au quotidien. Dans l'ensemble, l'enquête menée montre que la plupart des ménages ciblés ont terminé complètement les études secondaires (65,7%). En-deçà du niveau

secondaire, on compte 25,7 % des ménages ayant achevé complètement l'étude primaire alors que 5,7 % n'ont pas emprunté le chemin de l'école.

Globalement, la composition/taille du ménage pourrait avoir des impacts sur le régime alimentaire de celui-ci. Plus un ménage a une grande taille, plus elle cherche à développer et/ou employer des stratégies de survie plus sévères. Toutefois, la grande taille du ménage peut constituer une main-d'œuvre importante pour les travaux agricoles. Un grand nombre des ménages interrogés (soit 44,7%) possède entre 6 à 10 personnes. Les ménages enquêtés sont composés en moyenne de 8 personnes.

Activités économiques des ménages

Les résultats de l'enquête révèlent que l'agriculture reste l'activité principale des ménages résidents dans la zone d'étude (soit 49,3%) et est la principale source de revenu des ménages interrogés (soit 68,7%).

À côté d'elle (agriculture) existent, bien d'autres sources complémentaires (secondaires) pour permettre aux ménages de subvenir à leurs besoins. La diversification de sources de revenus est une opportunité pour les ménages de renforcer leur résilience face aux chocs auxquels ils peuvent se frotter. L'élevage vient en première position comme source de revenu secondaire des ménages, représentant 29,6%.

Agriculture

Les résultats de l'enquête renseignent que 90,2% des ménages enquêtés pratiquent l'agriculture. Elle constitue une activité principale pour les uns et secondaire pour les autres. Cette activité constitue le facteur essentiel dans l'amélioration des conditions socio-économiques de ménages de la zone d'étude.

L'activité agricole est essentiellement tournée vers la production vivrière pour l'autoconsommation et ensuite en vue de réaliser des revenus par la vente des excédents commercialisables.

Principales cultures exploitées, situation foncière et superficie emblavée

Les investigations entreprises montrent qu'il existe toute une panoplie des cultures pratiquées par les ménages enquêtés. Les principales cultures vivrières pratiquées sont: maïs, arachide, manioc, soja, taro, banane, riz et niébé. Le maïs occupe une place de choix dans la production vivrière de la zone. Il est pratiqué par un effectif de 119 enquêtés sur 194 (soit 25,8% de cas). Le taro constitue un aliment par excellence des habitants de ces territoires en compagnie de feuilles de manioc et est appelé « *Robado* » en langue locale.

La terre reste le capital foncier indispensable pour la production agricole et animale. La superficie agricole constitue le seul indicateur du capital foncier. Quant à la tenure de la terre dans les territoires ciblés, il ressort des résultats de l'étude que 91,8% des enquêtés sont des propriétaires des terres qu'ils exploitent. La proportion la plus élevée des ménages propriétaires des terres agricoles a été rencontrée dans le territoire de Libenge (soit 97,3%). L'héritage constitue le mode d'obtention de terres dans la

zone (soit 78,1%). Par contre son acquisition par l'achat occupe la deuxième place avec 19,7%.

Globalement, les enquêtes de terrain ont montré que les superficies emblavées ne sont pas statistiquement différents d'un territoire à un autre. La superficie moyenne agricole dans toute la zone est de 0,60 Ha. Les ménages de la zone d'étude, notamment peuvent être qualifiés de *faibles* car la majorité d'entre eux (soit 78,4%) dispose des exploitations agricoles de moins de 0,50 Ha. Par contre les ménages ayant des exploitations avec une superficie comprise entre 0,50 et 1 Ha ne représentent que 13,4%. Le tableau ci-dessous illustre mieux cette répartition des superficies.

Système de production, Approvisionnement et qualité des semences

De façon générale, tous les ménages visités (soit 100%) de la zone d'étude se livrent à une *agriculture extensive* sur brûlis, réalisées sur des petites superficies, sans utilisation d'intrants améliorés. L'association des cultures reste la pratique la plus dominante. En effet, les ménages commencent par exploiter des espaces agricoles situés le long des villages. Dès que la fertilité de ces espaces commence à baisser, ils délocalisent leurs champs à la recherche des galeries forestières encore fertiles. C'est donc une *agriculture extensive*, consommatrice de terres et destructrice de la forêt et/ou des galeries forestières et du sol.

Globalement, les résultats de l'enquête renseignent que les semences utilisées par les ménages enquêtés proviennent principalement des achats (soit 57,2% de cas), suivi de celles issues des prélèvements sur les récoltes (31,4 de cas). Quant au prélèvement sur les récoltes passées, c'est le territoire de Mobayi-Mbongo qui vient en tête avec 39,2%. La provenance par don et métayage occupent respectivement 10,8% et 0,5% de cas. Dans tous les cas, les achats de ces semences se font généralement au niveau des marchés ruraux (soit 69,4%).

Les semences, aussi bien celles achetées au niveau local que celles issues des prélèvements sur les récoltes, n'ont aucune qualité certifiée. Il s'agit des produits de consommation courante. Les structures chargés d'approvisionner les paysans en semences de bonne qualité sont pour la plupart dans l'incapacité de jouer ce rôle souvent buté à des contraintes d'ordre matériel et financier.

Contraintes inhérentes à l'activité agricole

Les contraintes auxquelles les ménages sont confrontées dans la production des produits agricoles sont variées.

Pour les ménages interrogés, les contraintes liées à la production sont entre autres : la vétusté des matériels aratoires (32%), la mauvaise qualité de semences utilisées (28%), l'infertilité des sols (22%), la présence des ravageurs de cultures (18%) et l'irrégularité des pluies due aux changements climatiques (10%).

Élevage

Le milieu physique des provinces du Sud et Nord Ubangi est favorable pour l'élevage dans son ensemble. Cette étude révèle que l'élevage une des activités principales après l'agriculture et le commerce et la deuxième source en termes de revenu après la production agricole. Les résultats de nos enquêtes montrent que la majorité des ménages enquêtés (soit 79,1%) élèvent ou possède des animaux. La situation par secteur laisse voir que ce sont les secteurs de Mobayi-Mbongo et Otto-Mbanza qui ont une proportion élevée des ménages qui s'adonnent à cette activité (soit 91%). C'est dans le secteur de Libenge centre où l'on observe une forte proportion de ménages ne pratiquant pas l'élevage (soit 39;2%).

On élève dans la zone les petits bétails ainsi que la basse-cour. Selon les données de la présente étude, la basse-cour est pratiquée par la grande majorité des ménages (9 ménages sur 10) et elle est essentiellement destinée à l'autoconsommation et à l'usage social. L'élevage de petits bétails (caprins et porcins), destiné essentiellement à la vente, est pratiqué par une bonne partie des ménages (68,8%). L'élevage de gros bétail, exclusivement pour la vente, représentant une banque, est une activité qui n'existe pas. L'élevage pratiqué par les ménages dans cette zone est du type traditionnel, caractérisé par la divagation des bêtes.

La filière animale dans les territoires ciblés n'est pas organisée. Il faut signaler la présence d'un nombre assez réduit des commerçants/vendeurs qui s'adonnent à cette activité.

Le faible pouvoir d'achat que caractérisent les ménages de la zone d'étude ne leur permet de s'approvisionner en protéines animales pour pouvoir équilibrer l'alimentation.

Contraintes rencontrées à l'élevage

Pour les ménages interrogés dans les territoires sous étude, les épidémies (37,6%), le vol (36,8) et les accidents (25,6%) sont des contraintes qui empêchent le plein épanouissement du secteur élevage dans la zone. Les recherches sur la lutte contre des épidémies et la sensibilisation des paysans au respect de biens d'autrui et sur le mode d'élevage permettraient d'éradiquer ces contraintes en vue de relancer ce secteur dans la zone.

Tableau 2: Superficies emblavées par site d'enquête

Superficie (ha)	Nom du Territoire							
	Gemena		Libenge		Mobayi-Mbongo		Total	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Inférieur à 0,50 ha	59	84,3%	60	81,1%	33	66,0%	152	78,4%
0,50 - 1 ha	5	7,1%	6	8,1%	15	30,0%	26	13,4%
Supérieure à 1 ha	6	8,6%	8	10,8%	2	4,0%	16	8,2%
Total	70	100,0%	74	100,0%	50	100,0%	194	100,0%

Infrastructures de commercialisation et de transformation des produits agricoles

Si certains produits gardent plus ou moins leurs états ou natures depuis la récolte jusqu'à la consommation, d'autres par contre sont obligés d'être transformés avant toute consommation ou commercialisation, c'est le cas de manioc qui est transformé soit en cossette, en farine (fufu) soit en Kimpuka (*Ngutigovo*) et en chikwangué. Les produits agricoles constituent les matières premières pour la fabrication des certains biens, c'est le cas de maïs et de manioc pour la fabrication d'alcool artisanal.

Il sied de signaler que les équipements des ménages pour la transformation sont rudimentaires, constitués juste d'un tonneau pour le rouissage, des couteaux pour éplucher et un étalage pour sécher ainsi les cossettes produites.

Le secteur de Banga Kungu (Gemena) possède un entrepôt construit par PARRSA avec appui de la Banque Mondiale. Cet entrepôt a dans son sein 2 moulins dont l'un pour la transformation de manioc en micro-cossette et l'autre pour l'obtention de la farine de manioc. Il faut également signaler l'existence d'une râpeuse. Actuellement cet entrepôt est à la disposition de la communauté mais plus précisément entre les mains des organisations paysannes du groupement de Bokuda.

Dans le secteur de Mobayi-Mbongo, on signale la présence d'un moulin privé fonctionnant avec le groupe électrogène. Le manioc et le maïs sont les deux produits principalement transformés.

Dans le secteur de Libenge centre (territoire de Libenge), les unités de transformation à caractère communauté n'existent pas. Toutefois, il faut signaler la présence de certaines unités de transformation de particuliers. Ce sont des moulins à faible capacité de transformation.

Bien gérer ses stocks c'est augmenter son chiffre d'affaires. Pour gérer au mieux la marchandise stockée dans un entrepôt, il est nécessaire d'utiliser des méthodes efficaces. Le stockage ne joue en fait qu'un rôle d'abri temporaire, particulièrement contre les intempéries et le vol, en attendant l'écoulement total des produits vivriers en provenance de zones rurales de production. En fonction de l'état du marché, les produits vivriers peuvent y rester d'une journée à quelques jours en attendant l'écoulement total. Les résultats de l'étude montrent que les jours de marchés 59,5% des ménages enquêtés soldent leurs marchandises en cas de mévente. Par contre 40,5% d'eux procèdent au stockage de leurs produits invendus.

En ce qui concerne le stockage, les habitations de ménages constituent le lieu par excellence, représentant 52,9% de cas et 47,1% des ménages affirment stocker dans les entrepôts privés et/ou communautaires.

Au total, PARRSA a construit 36 entrepôts dans la province de Sud-Ubangi. Il existe deux catégories d'entrepôts: Grands et Petits. Les grands entrepôts ont une capacité de 150 Tonnes par contre les petits entrepôts ont une capacité de 25 Tonnes. Il existe également deux types d'entrepôts: entrepôts semenciers et des produits agricoles.

Il sied de signaler que la gestion de ces entrepôts est assurée par les Unions des Organisations Paysannes (UOP) et des ONG. Le secteur de Banga-Kungu quant à lui possède 3 entrepôts construits. Ces entrepôts sont construits en matériaux

durables et sont en bon état, ces entrepôts se localisent dans les villages et/ou groupements de Bokuda (2) et à Bombawili (1).



Photo 1: Entretien entre l'enquêteur et le gardien de l'entrepôt TOSUNGANA (Aidons-nous) à Bokuda



Photo 2: Vue intérieur de l'entrepôt TOSUNGANA (Aidons-nous) à Bokuda

Le marché est le lieu de rencontre entre l'offre et la demande. Le but ultime de tout producteur est d'écouler sa marchandise mais à un prix rémunérateur. S'agissant de lieux de vente, les ménages enquêtés dans les groupements de Boyambi et Bombawili (secteur de Banga-Kungu, territoire de Gemena) commercialisent leurs marchandises dans les lieux ci-après : villages (31,1%), marché de Gemena (25,2%), marché Bokuda (19,4%), INERA Boketa (19,4%) et Zongo (4,9%). Ce sont les paysans et les commerçants venus d'ailleurs qui sont les demandeurs de produits.

Dans le secteur de Libenge centre, les produits sont vendus sur place à Libenge (soit 94,2%) et à Elaka/Zongo (soit 5,8%). Pour les secteurs de Mobayi-Mbongo et Otto-Mbanza, les produits sont destinés dans les marchés de Gbadolite (53,8%) et les marchés ruraux.

Contraintes inhérentes à la commercialisation

Le stockage des produits agricoles dans la zone sous étude est confronté aux problèmes suivants: la détérioration vient en tête avec 38,6% des cas. Cette détérioration est due à la chaleur, au mauvais état des infrastructures de stockage qui facilitent l'entrée de l'eau de pluie et l'attaque par les insectes. Ce problème a pour conséquence la baisse de prix. Le vol constitue aussi un des problèmes majeurs lors du stockage des produits.

En ce qui concerne le commerce des produits, il y a lieu d'évoquer: l'éloignement de lieu de production au lieu de vente (41,7%), les tracasseries policières et administratives (22,2%), le coût élevé de transport (19,4%) et l'irrégularité de moyens de transport (16%).

Consommation alimentaire des ménages

De manière qualitative, les sources de nourriture, la disponibilité des stocks alimentaires dans les ménages, le nombre de repas servis et le type d'aliments consommés peuvent être utilisés comme indicateurs d'appréciation du niveau de sécurité alimentaire dans les ménages ciblés.

Source d'alimentation et nombre de repas par jour

L'accessibilité alimentaire est rendue possible grâce à la disponibilité alimentaire. Celle-ci provient de production locale, de l'importation et des aides alimentaires.

Quant aux deux principales sources d'alimentation, les résultats des enquêtes ont montré de manière générale que la moitié (52,1% de cas) de ménages interrogés ont comme source de nourriture leur propre production agricole, suivi propre production animale qui représente 19,8% de cas et la pêche et les achats dans les marchés/magasins partagent la même proportion soit 12,8% de cas. L'emprunt auprès des voisins, le cadeau et les aliments en échange du travail représentent des faibles proportions. De manière séparée, le territoire de Libenge (62,2%) dépasse légèrement le territoire de Gemena (soit 62,2%) et largement supérieur à celui de Mobayi-Mbongo (36,7%) en termes des ménages ayant comme source principale de nourriture la production agricole. S'agissant de la production animale, les territoires de Libenge et Gemena viennent en tête avec 25%. La pêche est prédominante dans le territoire de Mobayi-Mbongo.

Stock alimentaire et nombre de repas par jour

La présence d'un stock d'aliments dans le ménage permet d'apprécier relativement le niveau de sécurité alimentaire pour le ménage. Un ménage est en sécurité alimentaire s'il tous ces membres accède à chaque instant à une nourriture en quantité et en qualité suffisante.

L'étude montre que 52,1% des ménages de la zone d'étude disposent d'un stock d'aliments. Ce stock est généralement gardé dans leurs habitations. Les deux principales spéculations stockées sont le maïs et le manioc. On note également la présence des régimes de bananes dans le grenier de ménages de Libenge.

En ce qui concerne le nombre de repas pris régulièrement par ménage par jour pendant la saison pluvieuse, les investigations menées renseignent que la majorité (soit 61,4%) des interviewés prennent 2 repas par jour donc matin et soir. A côté de 2 repas, 27,9% des ménages prennent 3 repas le jour. Cela sont pris pendant les 3 moments de la journée. Il s'observe également des ménages qui ne mangent qu'une fois par jour (soit 7%) et plus de 3 fois par jour (3,7%). Comparativement à la saison de pluie, les proportions sur le nombre de repas semblent être alarmantes pendant la saison sèche. On constate que ce qui suit: 2 repas passe de 61,4% à 53%, 1 repas passe de 7% à 21,4% et 3 repas passe de 27,9% à 21,9%.

Alimentation des ménages

De façon globale, il en ressort des analyses faites que les céréales/tubercules et les huiles sont les groupes d'aliments les consommés par les ménages durant les 7 derniers jours qu'à précédé les enquêtes. Il est reconnu de tout le monde que le manioc et le maïs constituent les aliments de base de congolais. L'huile entre également dans cuisson de repas de ménages.

Les feuilles/légumes et les fruits occupent respectivement la deuxième et la troisième place (98,6% et 81,4%). Les légumineuses et oléagineuses quant à elles, viennent en quatrième position avec 73,5%. Il est important de constater la faible consommation de produits laitiers dans toute la zone d'étude. 87,9% de ménages enquêtés n'ont pas consommés les produits laitiers durant les 7 derniers jours avant l'enquête proprement dite.

De manière désagrégée, la consommation des produits laitiers est plus remarquable dans le secteur de Mobayi-Mbongo avec 40% de cas.

Score et classe de consommation alimentaire

Ce score permet de catégoriser le régime alimentaire du ménage. Il représente la variabilité des groupes d'aliments qui interviennent dans le panier de la ménagère d'un jour pour confirmer si le régime alimentaire du ménage est diversifié tant du point de vue macronutriments que micronutriments. En ce qui concerne le score de consommation alimentaire de ménages, la présente étude renseigne de manière globale que le score moyen de consommation dans la zone d'étude est de 46,3. Cette moyenne est supérieure à 42 et cela veut dire que la population dans la zone d'étude a une consommation alimentaire acceptable. Il y a lieu de dire que les ménages interrogés ont une l'alimentation diversifiée/équilibrée. Au niveau désagrégé par territoire, ce score moyen est également acceptable dans les secteurs de Banga-Kungu (43,6), Otto-Mbanza (50) et Mobayi-Mbongo affiche un score supérieur (61) par rapport aux autres secteurs.

Les résultats de l'étude sur le score de consommation alimentaire ont montré que 61,4% des ménages ciblés ont une alimentation acceptable. Par contre ceux se situant à l'intervalle 28,5 – 42, consommation alimentaire limite ne représente que 22,8%. Une fine proportion (15,8%) d'eux se trouve dans la consommation alimentaire pauvre (< à 28).

En tenant compte de la désagrégation, ce sont les ménages de Libenge (25,7%) qui occupent une place très considérable dans la consommation alimentaire pauvre. Il est suivi par les ménages du secteur de Banga-Kungu avec 16,9%. La proportion élevée de ménages situés dans l'intervalle limite (à risque d'insécurité alimentaire) s'affiche dans le secteur de Libenge centre (soit 32,4%) et 30% pour les ménages de Banga-Kungu.

Prévalence de l'insécurité alimentaire par rapport au SCA

Les résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire fondée sur le score de consommation alimentaire révèlent que 16% des ménages dans la zone d'étude sont en insécurité alimentaire sévère, 23% sont en insécurité alimentaire modérée (ménages à risque) et 61% sont relativement en sécurité alimentaire.

La situation par secteur/site telle que représentée par la figure ci-dessous renseigne que c'est à Libenge centre où l'on observe 25,7% de ménages se trouvant en insécurité alimentaire. Il s'en suit du secteur de Banga Kungu dans le territoire de Gemena avec 16,9%. Les ménages à risques d'insécurité alimentaire ont été plus représentés dans les secteurs de Libenge centre (soit 32,4%) et à Banga Kungu (soit 31%). Il sied de signaler que le secteur de Mobayi-Mbongo n'a aucun ménage à risque d'insécurité alimentaire.

Pratiques familiales liés à l'alimentation et l'hygiène

Accès à l'eau de boisson

La consommation d'eau potable dans le ménage est l'une des conditions les plus importantes pour assurer aux membres une qualité de vie acceptable. Les résultats sur les sources d'approvisionnement en eau potable dans les ménages montrent que 62,3% des enquêtés utilisent l'eau de source aménagée pour la boisson et 25,1% recourent vers les sources d'eau non aménagées. Un traitement de l'eau de boisson en améliore la qualité en y éliminant les agents pathogènes. Les informations sur le traitement d'eau destinée à la boisson ont montré que la majorité de ménages interrogés (soit 79,5%) ne procèdent pas au traitement d'eau.

Alors que l'absence de traitement de l'eau de boisson augmente également les risques de contamination par des agents pathogènes. Cela est d'autant plus vrai que l'eau est généralement transportée et parfois stockée dans des conditions peu hygiéniques.

Les raisons majeures évoquées lors des enquêtes sur le traitement d'eau sont données selon l'ordre d'importance décroissant: tuer les microbes (95,5%) et rendre l'eau pure (4,5%). Tandis que les ménages ne traitant pas l'eau de boisson ont évoqués les raisons suivantes: manque de moyens financier (39,8%) et absence de produits de traitement (35,1).

Lavage de mains au savon

Les excréments humains sont la principale source d'agents pathogènes diarrhéiques qui est une cause importante de décès, notamment chez les enfants. Il ressort des analyses de l'enquête que la quasi-totalité des enquêtés (soit 97,7%) lavent leurs mains après avoir utilisé les installations sanitaires. Par contre une fine proportion des ménages affirment le contraire (soit 2,3%).

Dans l'ensemble, la population cible connaît l'importance du lavage des mains. Un grand nombre des ménages ciblés (soit 40%) ont avancé comme argument que le lavage des mains permet de tuer les microbes. A ce groupe, il faut ajouter les 21,6% des personnes qui pensent qu'il faut se laver les mains pour simplement se protéger contre les maladies. Seuls 18,7% de cas avouent que cette pratique aide à éliminer carrément de la saleté dans les mains. Les proportions des autres bienfaits tels que éviter les vers intestinaux, les mains sales se sentent mauvais du lavage de mains sont respectivement 1,6% de cas.

Le lavage des mains au savon après un contact avec les excréments bloque la transmission des agents de la maladie et peut réduire significativement la diarrhée et les infections respiratoires. Il ressort des résultats de l'étude que la majorité des ménages enquêtés (soit 67,1%) affirment utiliser le savon pour un lavage de mains propre. En dehors du savon, un petit nombre de ménages (soit 19% de cas) font recours à la cendre pour désinfecter leurs mains.

Le facteur économique est de loin la principale raison de la non utilisation du savon pour le lavage des mains. Les justifications sur le non recours de l'utilisation du savon lors du lavage de mains sont classées ici en ordre d'importance décroissant: insuffisance de revenu pour se procurer du savon (68,1%), le comportement non habituel avec 11,1%, son utilisation n'est pas nécessaire 9,7% et utilise un autre produit et pas d'utilisation par négligence occupent respectivement 6,9% et 2,8% de cas.

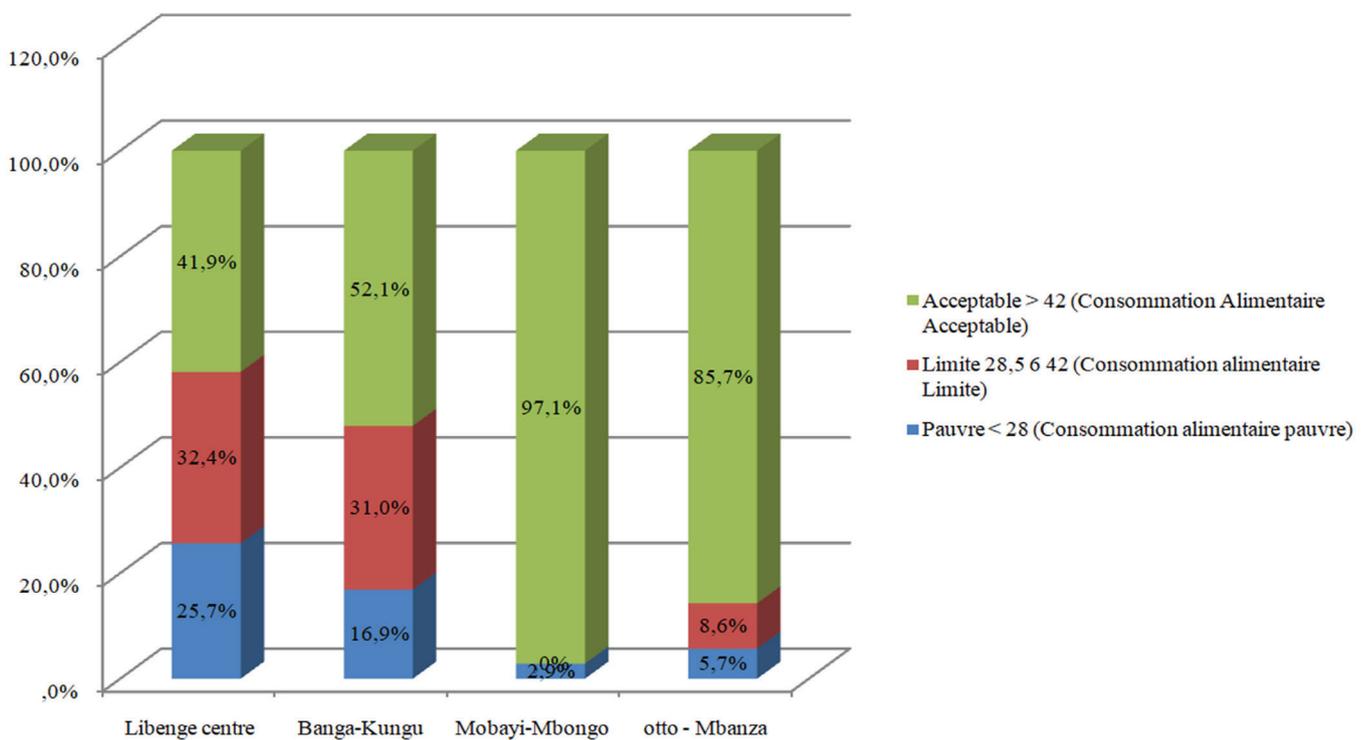


Figure 1: Prévalence à l'insécurité alimentaire des ménages par site

La contrainte financière comme facteur limitant pour l'utilisation du savon a été fortement exprimé dans la plupart des zones géographiques. En effet, le savon est présent dans la plupart des foyers, mais il est communément utilisé pour le bain et pour la lessive, pas pour le lavage des mains. La pratique du lavage des mains est analysée à partir des situations dans lesquelles les enquêtés jugent nécessaire de se laver les mains. Du point de vue global, les personnes enquêtées affirment se laver les mains avant le repas (37,6%), suivi après avoir utilisé les latrines (soit 37,3% de cas) vient ensuite après avoir retourner de champs (19,1%). Les autres situations (avant de donner le sein à l'enfant, avant de préparer le repas, après avoir changé la couche du bébé) ne représentent que des très faibles proportions.

Un ménage a une bonne pratique de lavage de mains si et seulement si il obéit aux quatre critères de lavage de mains ci-après : avant le repas, avant de préparer les mets, après avoir utilisé les installations sanitaires et avoir utilisé le savon/cendre pendant le lavage de mains.

Allaitement maternel exclusif avant l'âge de 6 mois

Une nutrition adéquate pendant la période qui va de la naissance à l'âge de deux ans est essentielle pour une croissance optimale de l'enfant, sa santé et son développement. Les résultats de l'enquête montrent qu'une fine proportion soit 22,8% de ménages ont affirmé détenir un enfant de moins de 6 mois. Par contre 77,2% d'eux n'en possèdent pas. C'est à Libenge où le nombre de ménages ayant au moins un enfant de moins de 6 mois est élevé (soit 24%). L'enquête renseigne que ce sont des agents de santé qui ont été largement plébiscités comme étant les personnes de confiance pour les conseils pour l'alimentation de l'enfant (soit 87,8% de cas).

En ce qui concerne le complément d'aliments, l'étude

révèle que 60% de ménages ont donné comme complément alimentaire à leurs nourrissons de la bouillie. Bien qu'ils se trouvent dans les milieux ruraux, les ménages rencontrés connaissent du moins les bienfaits de donner le lait maternel exclusif jusqu'à l'âge de 6 mois. Les principaux avantages de l'allaitement exclusif se résument dans la figure 2.

DISCUSSIONS

Les investigations entreprises ont montré que la quasi-totalité des ménages enquêtés (soit 90,2%) pratiquent l'agriculture et est constituée une activité principale de revenu pour les uns et secondaire pour les autres. Ce résultat corrobore avec celui WFP (2016), qui avait trouvé que l'activité agricole est une des principales sources de revenu des ménages des provinces sous étude. Les ménages enquêtés emblavent des superficies relativement faibles soit en moyenne de 0,60 Ha. Le recours à l'agriculture extensive sur brûlis est une pratique couramment empruntée par les ménages de la zone.

Globalement, les résultats de l'enquête renseignent que les semences utilisées par les ménages enquêtés proviennent principalement des achats (soit 57,2% de cas).

En ce qui concerne le score de consommation alimentaire de ménages, la présente étude renseigne de manière globale que le score moyen de consommation dans la zone d'étude est de 46,3. Cette moyenne est supérieure à 42 et cela veut dire que la population dans la zone d'étude a une consommation alimentaire acceptable. Il y a lieu de dire que les ménages interrogés ont une l'alimentation diversifiée/équilibrée. Les résultats de l'étude sur le score de consommation alimentaire ont montré que 61% des ménages ciblés ont une alimentation acceptable. Par contre ceux se situant à l'intervalle 28,5 - 42, consommation alimentaire limite ne représente que 23%. Une fine proportion (16%)

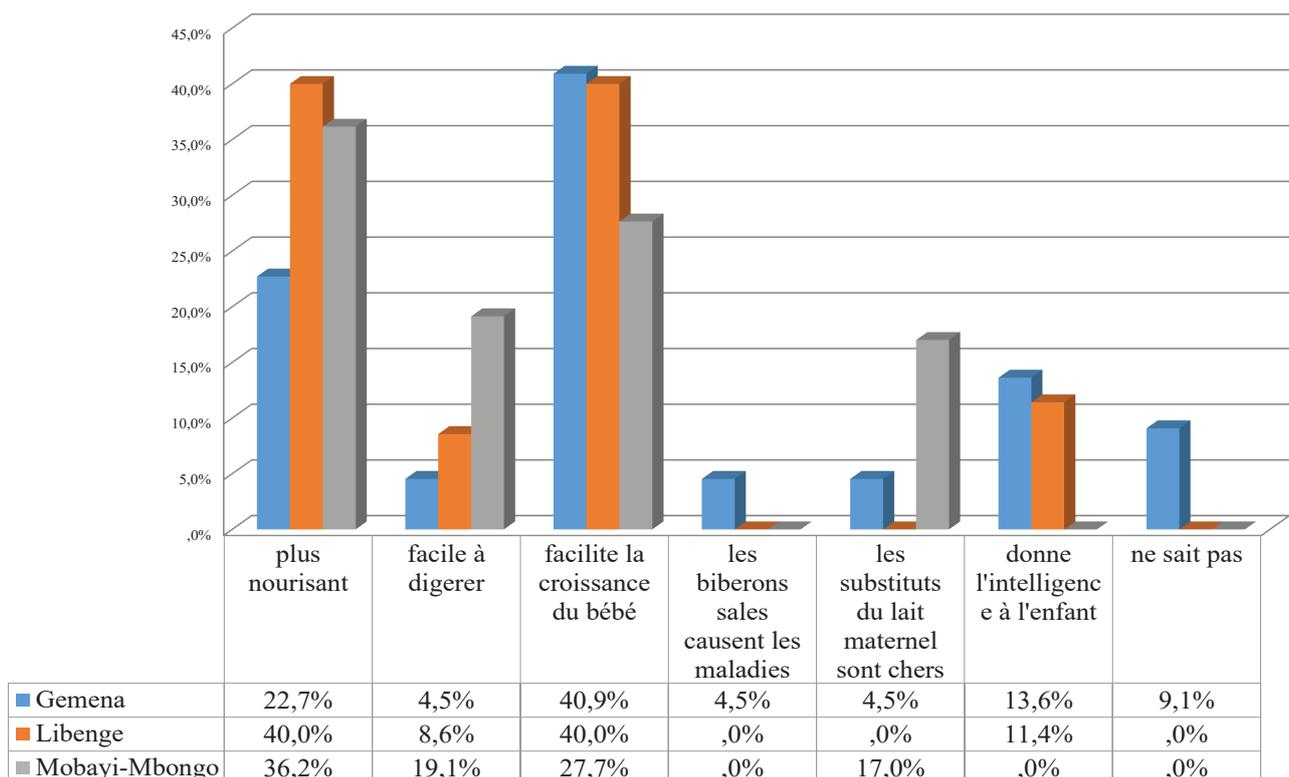


Figure 2: Principaux avantages de l'allaitement exclusif

d'eux se trouve dans la consommation alimentaire pauvre (< à 28). Ce résultat coïncide avec celui de WFP (2016), qui affirme que la situation alimentaire des provinces sous examen est globalement satisfaisante. Cette dernière pouvait être encore améliorée n'eût été l'existence de nombreuses contraintes auxquelles font face les ménages interviewés durant la production, la transformation, le stockage et la vente des produits. Ces contraintes sont les mêmes que celles auxquelles les acteurs impliqués dans les différentes filières vivrières font face. En effet, MPANZU, (2012) dans son analyse de la commercialisation de produits vivriers paysans dans la province du Bas-Congo, a identifié quasiment les mêmes contraintes qu'il a regroupées en trois catégories: les contraintes naturelles (changements climatiques, ravageurs de cultures...), les contraintes logistiques (transport, stockage, manutention, transformation,...) et les contraintes liées à la facilitation des échanges (prix, fiscalité et tracasseries, crédit, ...). Il s'agit là des contraintes structurelles dont la levée aiderait à améliorer les conditions de vie des ménages de la zone tant du point de vue socio-économique qu'alimentaire.

CONCLUSION

L'objectif global poursuivi par cette étude a été d'analyser la situation socio-économique et alimentaire des ménages vivants dans les provinces du Nord et Sud Ubangi.

Les résultats de l'enquête montrent que l'agriculture constitue une activité principale pour les uns et secondaire pour les autres. Les ménages s'adonnent à une agriculture extensive sur brûlis, réalisée sur des superficies relativement faibles (soit 0,60 Ha).

La pratique de l'élevage de la basse-cour (volailles) et des caprins (chèvres) est l'apanage des ménages ciblés. Il sied de signaler également la pratique de la pêche bien qu'elle est pratiquée par un petit nombre de ménages.

Les ménages enquêtés ont une alimentation un peu équilibrée, composée essentiellement des céréales/tubercules et des huiles. Il s'en suit de la consommation des feuilles/légumes et des fruits. Les produits fournissant des protéines animales tels que la viande, le lait sont rarement consommés suite au faible pouvoir d'achat des ménages. Le score de consommation alimentaire montre que 15,8% des ménages de la zone ont une consommation alimentaire pauvre (SCA < à 28), donc en insécurité alimentaire et 22,8% ont une consommation alimentaire limite (SCA entre 28,5 - 42,0), donc à risque d'insécurité alimentaire.

Le lavage de mains, le traitement d'eau de boisson et l'allaitement exclusif des enfants de moins de 6 mois sont les pratiques familiales essentielles analysées dans cette étude.

Les activités liées à la production, la transformation, au stockage et la vente connaissent des difficultés non négligeables pour la relance du secteur agricole dans les provinces sous études. L'utilisation de semences/boutures non améliorées, le manque de compétence adéquate de ménages à mieux produire, l'état délabré des routes, le manque des infrastructures de stockage, de transformation et de commercialisation constituent un goulot d'étranglement pour l'amélioration des conditions de vie des dits ménages.

L'appui en intrants agricoles, l'encadrement technique, la réhabilitation de routes de desserte agricole, l'appui - conseil, la construction et/ou la réhabilitation des infrastructures de stockage aideraient les ménages - paysans à relancer l'économie congolaise en général et des provinces sous études en particulier grâce au développement des filières agropastorales porteuses.

REMERCIEMENTS

Cette étude a été menée grâce au fonds alloué par Caritas Congo en partenariat avec Caritas Allemagne dans le cadre du Projet MONDE SANS FAIM. Nos remerciements s'adressent également aux enquêteurs locaux pour leur contribution dans la collecte des données. Les auteurs remercient les ménages enquêtés pour leur participation et coopération.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Duquesne B., Muteba Kalala D., Lebailly P. (2010). Les enjeux de la sécurité alimentaire en RD Congo: approche par l'analyse de la consommation alimentaire de ménages kinois. Université de Strasbourg, Pôle Européen de Gestion et d'Économie, Strasbourg, 2,3 et 4 juin 2010.
- FAO (2015). Vue d'ensemble régionale de l'insécurité alimentaire en Afrique: Des perspectives plus favorables que jamais. Accra, FAO. 26 p.
- MPANZU B. P. (2012). Commercialisation des produits vivriers paysans dans le Bas-Congo (R.D. Congo): contraintes et stratégies des acteurs, Thèse, Académie universitaire Wallonie-Europe, Université de Liège - Gembloux Agro-Bio Tech, 229 p.
- OCHA (2007). Problématique de la nutrition en RDC, RD Congo focus Humanitaire, Septembre 2007, 10 p. www.rdc-humanitaire.net
- PNUD (2010). Rapport Mondial sur le Développement Humain, 10p, www.rdc-humanitaire.net
- Programme Alimentaire Mondial (PAM) (2014). Indicateurs de la sécurité alimentaire, Intégrer les programmes de nutrition et de sécurité alimentaire en situation d'urgence et pour le renforcement de la résilience, Atelier Régional de Formation: 10-12 Juin 2014 Afrique de l'Ouest/Sahel - Saly, Sénégal
- World Food Programme (WFP) (2016). Évaluation rapide de la sécurité alimentaire dans les provinces du Nord et Sud Ubangi/RDC, <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org
- World Food Programme (WFP) (2016). Étude des marchés des produits alimentaires en relation avec la sécurité alimentaire, les programmes de transfert monétaires dans les provinces du Nord et Sud Ubangi/RDC, <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org